



Parti Communiste Révolutionnaire de France

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



Pour la défense de l'hôpital public, Contre la loi des profits, Le capitalisme, un virus à éradiquer !

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France salue les travailleurs et travailleuses de la santé pour leur engagement exemplaire dans leur dur combat contre l'épidémie ; il apporte tout son soutien à leur lutte légitime pour faire aboutir leurs justes revendications :

- Revalorisation générale des salaires
- Plan de recrutement et titularisation des précaires
- Amélioration des conditions de travail, moyens de protection garantis pour exercer en toute sécurité
- Arrêt de toutes les fermetures d'établissements, de services et de lits
- Financement de la protection sociale qui réponde aux besoins de santé de la population

Quelles réponses ont été données par l'État et le gouvernement à ces revendications ?

En réponse à ces revendications, le ministre Véran a osé affirmer que le responsable de la « crise des hôpitaux » était la mise en place de la semaine de 35 heures !

Le Président Macron, quant à lui, lors de ses « visites surprises » très médiatisées, a promis des médailles, une invitation à participer au défilé du 14 juillet, un appel à la solidarité de la population pour faire des dons pour aider les hôpitaux...

Dernière aumône indécente, celle de la loi adoptée le mardi 2 juin par la majorité LREM de l'Assemblée, permettant aux salariés de « donner » des congés sous forme de chèques vacances aux soignants !

Et en guise de rémunération, dans la pure tradition des opérations de division entre travailleurs, une prime de 1500 euros a été annoncée, mais elle s'avère n'être donnée qu'à certain-e-s (en zone rouge, avec 30 jours de travail, pas en Ehpad...), selon la libre interprétation des directions d'établissements, les autres travailleurs pouvant ne rien toucher ou seulement 500 euros...

Enfin, de réponse réelle aux revendications, il n'y en a pas. Il n'est pas question, bien sûr, de faire appel aux actionnaires des multinationales qui ont continué à percevoir leurs dividendes tout en pleurant sur la « catastrophe économique » provoquée par le virus.

« Ségur de la santé » : la mascarade continue... sous le pilotage de Nicole Notat !

Non, la seule réponse consiste en un « Ségur de la santé », vaste « consultation » ouverte par visioconférence le 25 mai, présentée par le gouvernement comme le préambule d'un « plan massif d'investissement et de revalorisation » promis par E. Macron. **Or que découvre-t-on, en fait de « changements radicaux », avec les 5 axes énoncés par E. Philippe ?**

... / ...



web



pcrf-ic.fr

Les Amis d'Oulianov - BP 40084

75 862 PARIS CEDEX 18



unionjc.fr

De vagues promesses non chiffrées concernant les rémunérations et les moyens (il y a 500 milliards à la disposition des monopoles, mais aucun chiffre d'avancé pour la santé publique et ses salarié-e-s...), assorties d'une remise en cause des 35 heures (le « travailler-plus-pour-gagner-plus » est de sortie...), la télémédecine et le numérique encouragés, « gouvernance » et « management » inchangés...

Bref, aucune réponse concrète aux revendications énumérées ci-dessus ; a contrario, une politique de casse du service public de santé qui pourra être poursuivie.

Rien de surprenant, cependant, à voir se jouer cette nouvelle mascarade, quand on sait que **son pilotage a été confié par le gouvernement à Nicole Notat**, qui, lorsqu'elle était secrétaire générale de la CFDT en 1995, a soutenu inconditionnellement le plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale. Cette initiative n'est donc rien d'autre qu'une manœuvre de plus, de la part de Macron, Philippe et Véran, pour tenter de noyer le poisson et faire croire qu'ils sont prêts à améliorer les conditions dans le secteur hospitalier, comme cela avait été fait précédemment, pour les Gilets jaunes, par voie de « grand débat national » et de consultations-bidon tous azimuts.

La défense du système de santé publique passe par la lutte contre le système capitaliste.

Les travailleuses et les travailleurs n'ont rien à attendre de cette mascarade. L'hôpital et les services publics subissent de plein fouet la politique du capital, fondée sur la recherche de toujours plus de profits au détriment des couches les plus pauvres de la société. La quête de la

rentabilité financière et du profit immédiat est incompatible avec la satisfaction des besoins de la population.

Les revendications et les luttes qui rassemblaient des milliers de manifestants dans les rues ne sont pas oubliées. Preuve en est la mobilisation des personnels de santé des hôpitaux et des Ehpad, dans les « mardis de la colère », et lors de la journée nationale de grève et de manifestations du 16 juin, malgré l'interdiction de manifester prolongée dans le cadre de l'état d'urgence. Et au-delà, les luttes pour la sauvegarde des emplois, des acquis sociaux et des libertés démocratiques, contre le racisme et les violences étatiques, autant de combats déjà engagés, qui peuvent converger dans un vaste mouvement revendicatif.

Avec cette crise, **le capitalisme fait une fois de plus la preuve de son incapacité à satisfaire les besoins nécessaires à la population.** Macron et son gouvernement peuvent déployer toutes sortes de mensonges, de manipulations et de poudre aux yeux, c'est par la lutte et seulement par la lutte que les revendications pourront être satisfaites.

Le PCRF appelle l'ensemble des travailleurs et la jeunesse à rejoindre nombreux les actions de lutte qui s'organisent partout dans le pays pour défendre l'hôpital public et les revendications des soignantes et soignants. Il rappelle que la sauvegarde d'une santé publique au service de toutes et de tous ne sera définitivement acquise qu'avec la fin du système capitaliste et de son insupportable loi des profits imposée par les monopoles, la bourgeoisie et son pouvoir.

Le PCRF

Qui sommes-nous ?

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.
- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Je rejoins

le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Email : _____
